



REVUE DE PRESSE

Samedi 17 Août 2019



Seuls un tiers des Français satisfaits des tomates



Le chiffre

11 %

C'est l'augmentation du loyer moyen pour ceux qui iront étudier à Bordeaux pendant l'année 2019-2020, selon le syndicat étudiant Unef qui a publié une enquête hier.

Augmentation des loyers, restauration universitaire plus onéreuse, «explosion» des frais pour les étudiants étrangers: étudier en France coûtera plus cher pour l'année à venir. Le coût de la vie augmentera de 2,83 % par rapport à l'année dernière, selon le syndicat étudiant. Une hausse deux fois supérieure à celle de l'inflation. La hausse était de 1,31 % pendant l'année 2018-2019, selon l'Unef. Dans le détail, le loyer moyen, qui représente 69 % du budget mensuel d'un étudiant, passe de 458 € par mois à 471 € (+2,97 %) avec des disparités selon les villes. L'augmentation est donc la plus forte à Bordeaux (+11 %) contre 5 % à Paris. Bordeaux fait aussi partie des dix villes qui cumulent hausse des loyers et des transports.

Agression à la machette: la sexagénaire est décédée

La sexagénaire agressée à Saint-Cybardeaux lundi est décédée hier. L'auteure présumée devrait être mise en examen aujourd'hui.

Antoine BENEYTOU
a.beneytou@charentelibre.fr

Sophie, la sexagénaire agressée à la machette lundi, en début d'après-midi, dans le hameau de «Bois-Raymond» à Saint-Cybardeaux (lire nos éditions précédentes), est décédée hier matin au CHU de Poitiers. Elle y avait été admise lundi après-midi dans un état très critique et luttait contre la mort depuis ce début de semaine. Hélicoptérée en urgence, son pronostic vital était engagé. Elle souffrait notamment d'une fracture du crâne et de nombreuses autres blessures sur l'ensemble de son corps, «lacéré de partout», selon un témoin. Une autopsie sera pratiquée dans les prochains jours.

Cassandra, la jeune femme âgée de 27 ans, suspectée d'avoir asséné les coups de machette, se trouve quant à elle toujours en garde à vue.

Auditionnée au centre hospitalier d'Angoulême

La procédure se déroule depuis ce jeudi après-midi dans les locaux du centre hospitalier d'Angoulême. Au cours de l'altercation ultra-violente, la jeune femme s'est effectivement fait tirer dessus, avec une arme à feu de faible calibre. Elle a ainsi subi plusieurs interventions chirurgicales et est entendue à l'hôpital par les enquêteurs de la brigade de recherches de Cognac, qui tentent ainsi de comprendre ses motivations et les raisons de son passage à l'acte. Aujourd'hui, en cours de journée,



C'est dans le hameau de «Bois-Raymond» à Saint-Cybardeaux, où la victime vivait avec son fils, que le drame a eu lieu lundi.

Photo Quentin Petit

une information judiciaire sera ouverte pour l'homicide de Sophie, mais aussi pour la tentative d'homicide sur Vincent, son fils, âgé lui de 36 ans. Ce dernier est sorti le mardi 13 août au soir de la clinique Saint-Joseph à Angoulême où il a été pris en charge par un spécialiste de la main.

Le trentenaire, qui vivait dans le hameau de «Bois-Raymond» avec sa mère depuis de nombreuses années, a été placé en garde à vue, puis relâché mercredi. Il n'est pas poursuivi. Concernant Cassandra, c'est donc depuis le centre hospitalier d'An-

goulême qu'elle devrait se voir signifier sa mise en examen aujourd'hui par le juge d'instruction. Toujours dans les locaux de Girac, le juge des libertés et de la détention décidera dans la foulée si Cassandra doit être incarcérée ou remise en liberté sous contrôle judiciaire. Pour rappel, lundi, elle avait été appréhendée par les forces de l'ordre. Non pas dans le hameau de «Bois-Raymond», où s'est déroulée l'agression, mais à la clinique Saint-Joseph où elle s'est fait emmener en stop. Ici même où avait été admis Vincent quelques heures plus tôt.

- Il revient le week-end prochain à l'Espace 3000 avec un nouveau nom
- Le Charentes'Ink aimerait être davantage reconnu dans les deux départements.

Le salon du tatouage voudrait voir plus grand

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Il a fait un carton lors de son lancement en 2017: 3 500 visiteurs en un week-end et des tatoueurs du monde entier complètement emballés. Cela a permis au salon du tatouage de Cognac d'acquérir une belle renommée d'emblée. Résultat: pour taper encore plus fort l'an dernier, d'importants investissements ont été réalisés... Les organisateurs espéraient passer la barre des 4 000 entrées lors de la seconde édition. «C'était le week-end le plus chaud de l'été. La salle était climatisée mais on s'est pris 1 000 entrées dans la vue», déplore Dimitri Bonhomme, associé de Valère Tattoo club, qui met l'événement sur pied. Et il le reconnaît: «Il a bien failli ne pas y avoir de troisième édition.» Elle aura pourtant lieu samedi et dimanche prochains à l'Espace 3000. Avec un nouveau nom: le Charentes'Ink. Pour réduire les coûts, finis les grands shows, comme celui des tambours japonais l'an dernier. «Ça nous a coûté beaucoup d'argent et il n'y avait personne pour leur performance.» Il y aura également moins de groupes de musique, mais toujours un tremplin doté de 1 000 euros. La formule change donc quelque peu. Le prix d'entrée, lui aussi, est revenu... à la baisse: 10 euros la jour-



Pour sa troisième édition, le salon du tatouage de Cognac espère dépasser la barre des 3 500 visiteurs, atteinte la première année.

Photo archives Majid Bouzzit

née au lieu de 15 auparavant. «Et avec une entrée prise le samedi, on pourra revenir le dimanche.» De quoi profiter pleinement du spectacle. Car s'il y a une chose sur laquelle les organisateurs sont intransigeants, c'est sur la qualité des tatoueurs présents. «La sélection

est drastique. On a un niveau professionnel haut de gamme», assure Dimitri Bonhomme, qui accueillera dès vendredi, 86 tatoueurs de seize nationalités.

«Pas un festival de plus, un événement unique»

Parmi eux: Aaron Is, artiste américain qui a participé à trois saisons d'Ink Master. «Cette année, on a 40 % d'étrangers. C'est plus que d'habitude», se réjouit encore l'organisateur, citant des tatoueurs du Brésil, du Canada, du Vietnam, de Thaïlande... «C'est un événement jeune mais d'envergure» - la deuxième plus grosse convention de la côte ouest après Nantes - qui attire les tatoueurs internationaux via le bouche-à-oreille notamment. «Pour eux, on met les petits plats dans les grands. On les regroupe le vendredi dans un château à Jarnac pour créer une belle synergie, on fait un repas le dimanche soir au

château Otard. Ce salon est aussi réputé pour son ambiance.»

Reste que pour voir plus grand, il manque de financements. «On le finance avec nos fonds personnels, la vente des stands et les partenaires.» Mais c'est à peine suffisant. Le budget communication, notamment, en pâtit. «Par exemple, on pose 2 500 affiches quand la fête du cognac en pose 10 000», dit Dimitri Bonhomme, qui aimerait que les départements de Charente et de Charente-Maritime s'approprient davantage l'événement.

«On n'a pas créé un festival de plus, on a créé un événement unique», plaide-t-il, prêt à recevoir toutes les aides possibles. «On pourrait faire encore mieux, encore plus gros avec des grosses stars internationales parce que le réseau, on l'a.» Les organisateurs espèrent pouvoir rencontrer des élus de la région, cet hiver, pour en discuter. «A terme, on aimerait aussi salarier une personne.»

Pour un tatouage, c'est sur rendez-vous... ou pas

Pour se faire tatouer le week-end prochain, deux solutions: aller sur la page Facebook de Charentes'Ink, consulter la liste des tatoueurs présents, faire un choix et entrer en contact avec l'artiste. Pour une grosse pièce, c'est encore ce qu'il y a de mieux à faire. Mais on peut aussi franchir les portes et se laisser séduire par un tattoo flash sur place. «Certains tatoueurs ne veulent pas prendre de rendez-vous parce qu'ils

préfèrent rester accessibles», indique Dimitri Bonhomme, qui espère aussi accueillir, lors du salon, des Charentais qui souhaitent seulement passer du bon temps et découvrir un univers.

Charentes'Ink, samedi 24 août de 10 heures à 22 heures et dimanche 25, de 11 heures à 20 heures. Entrée: 10 euros (valable pour les deux jours); gratuit pour les moins de 16 ans.

Cédric Gourdon élimine pour vous les nids de frelons asiatiques

Passionné d'insectes, ce Rouillacais de 46 ans vient de créer son entreprise de destruction de nuisibles. Il se déplace sur un rayon de 80 kilomètres pour traquer le prédateur d'abeilles.

«**S**i vous rencontrez une bestiole, thorax et tête noirs, visage orangé, ailes brunes, pattes jaunes, avec un dard pouvant atteindre jusqu'à quatre millimètres, il n'y a pas d'erreur, vous êtes en présence d'un frelon asiatique», renseigne Cédric Gourdon qui vient de s'installer en tant que destructeur de nuisibles. «J'ai toujours été passionné par les insectes et j'avais fait le tour de mon ancien métier», confie Cédric Gourdon.

Technicien dans une grande enseigne de nettoyage industriel pendant vingt-cinq ans, ne prenant plus trop de plaisir dans sa vie professionnelle, ce Rouillacais de 46 ans a pris un virage à 180 degrés pour s'installer destructeur de frelons asiatiques et de tout autre nuisible. À part le matériel à manche télescopique, c'est bien tout ce qui peut exister de ressemblance entre les balais et le dispositif que Cédric Gourdon utilise pour atteindre les nids de frelons asiatiques.

«Il est déconseillé d'intervenir seul sur un nid»

En réflexion sur son avenir professionnel, à la faveur d'un reportage sur le monde des destructions de nuisibles, le Charentais s'est documenté, a suivi une formation pour obtenir le certificat biocide qui permet d'intervenir avec du matériel spécialisé et des produits professionnels. Depuis le 15 juillet, il s'est installé à Rouillac, pour intervenir dans un rayon de 80 kilomètres se fixant comme limites les secteurs de Matha, Aigre et Boutiers.

Les interventions démarrent doucement mais, avec la prolifération des frelons asiatiques, «je vais très



Cédric Gourdon intervient avec un pistolet insecticide longue portée.

Photo CL

vite arriver à une activité plus importante». L'apparition de ces nuisibles est un véritable fléau pour les apiculteurs, car ils se nourrissent essentiellement d'abeilles. Le frelon asiatique a fait son entrée en France vers 2004, dans un chargement de poteries en provenance d'Asie et déposées chez un commerçant du Lot-et-Garonne.

Classé comme espèce nuisible par arrêté ministériel en 2012, le frelon asiatique a été déclaré comme espèce invasive par l'Union européenne le 13 juillet 2016.

«Il est déconseillé d'intervenir seul sur un nid», indique le spécialiste. «On peut intervenir maintenant jusqu'à l'automne

lorsque les nids atteignent la taille d'un ballon de basket et comportent environ 50 reines et de 1500 à 2000 individus», explique Cédric Gourdon. Il faut à tout prix éviter que les femelles fondatrices s'envolent au printemps pour envahir la campagne et peupler les arbres et autres abris de dizaines de nids.

Équipe d'une combinaison hermétique, Cédric Gourdon intervient avec un pistolet insecticide (il tire des billes remplies de produit) longue portée, jusqu'à quarante mètres, pour ces destructions. Ses interventions se déploient également pour les chenilles processionnaires, les blattes et autres bestioles fort peu

recommandables. «Je peux détruire les nids d'abeilles que je porte chez un apiculteur.» Cédric Gourdon intervient chez les particuliers, les pompiers n'intervenant plus que dans les lieux publics où il y a un risque pour le public (écoles, terrains de sports...). «Je conseille aux clients de s'adresser à leur mairie car certaines prennent une part de l'intervention en charge.» À Rouillac, la mairie prend effectivement en charge l'intervention en demandant une participation de 15€ aux particuliers.

Marie-France DUMOUT

Contact: 06 19 73 52 72.

National 3

Cognac ne doit pas être sur la réserve



Alvin Henri et Cognac vont découvrir le National 3.

Photo C Barraud

Quoi de mieux pour se roder qu'une équipe qui a échappé de peu à la relegation la saison passée. Et c'est peu dire. Car Pau (B), le premier adversaire de l'UA Cognac, ne doit sa survie en Nationale 3 qu'aux affres financières de Limoges. Un adversaire idéal pour se jauger pour le promu cognaçais dès ce soir qui plus est à la maison, ce soir à 19h. Si Olivier Modeste, le coach cognaçais, veut se servir des premiers matches comme d'un apprentissage et d'une fin de préparation, il ne faudra pas laisser traîner les points en route dans la mission maintien. Une victoire à la maison lancerait idéalement la saison. Car l'UA Cognac enchaînera ensuite avec un menu bien plus copieux, avec comme plat de résistance, le déplacement à Mont-de-Marsan, relégué de National 2, avant une suite très relevée avec la réception d'Arcachon, un promu aux dents très longues. Olivier Modeste pourra faire un premier bilan comptable à l'issue de ces trois premiers rendez-vous. Dans ce championnat de Nationale 3, où les Charentais vont disputer trente batailles pour leur survie, il ne faudra pas laisser trop de munitions en route. Si se frotter à une réserve

comporte toujours son lot d'incertitudes, il semble préférable de l'affronter maintenant qu'en plein cœur du championnat quand le staff pourrait être tenté de faire descendre quelques éléments de National 1 pour La réserve paloise a connu pas mal de mouvements avec sept départs pour cinq arrivées. La mayonnaise va-t-elle prendre? Une chose est certaine, l'avantage de la cohésion sera cognaçaise, qui n'a pas bouleversé son effectif (aucun départ, trois arrivées). Devant leur public, que les dirigeants espèrent plus nombreux que l'an passé, les Cognaçais auront donc à cœur de bien faire. Si rien n'est jamais définitif, on en saura déjà bien plus sur le réel niveau des Cognaçais et leur capacité à bien figurer en National 3.

Étienne GOURSAUD

UA Cognac Pau (B)

COGNAC. Gozan, Nadaud, Bourrinet, Tourrais, Kaba, A. Limousin, Henri, Goursaud, Djemel, Keita, A. Souailhia, M. Souailhia, Ballout, Liassidji, Lefevre, Negrit.

Incertain: Fivet.

Ce soir 19h à Claude Boué

LA JOURNÉE. Niort (B) - Poitiers, Chauvigny - Lège-Cap-Ferret, Bordeaux (B) - Bayonne, Bressuire - Châtelleraut, Anglet - Mont-de-Marsan, Arcachon - Mérignac.

G7: Biarritz sous haute surveillance

■ A une semaine du sommet du G7, la ville avait des airs de camp retranché

■ Les autorités redoutent des «groupes violents».

Un cœur de ville complètement bouclé, une autre zone accessible sur permis et une région globalement sous très haute surveillance, en pleine saison touristique: la sécurité sera maximale autour du G7 (24-26 août) à Biarritz sur lequel pèsent plusieurs menaces, notamment de «grou-

”

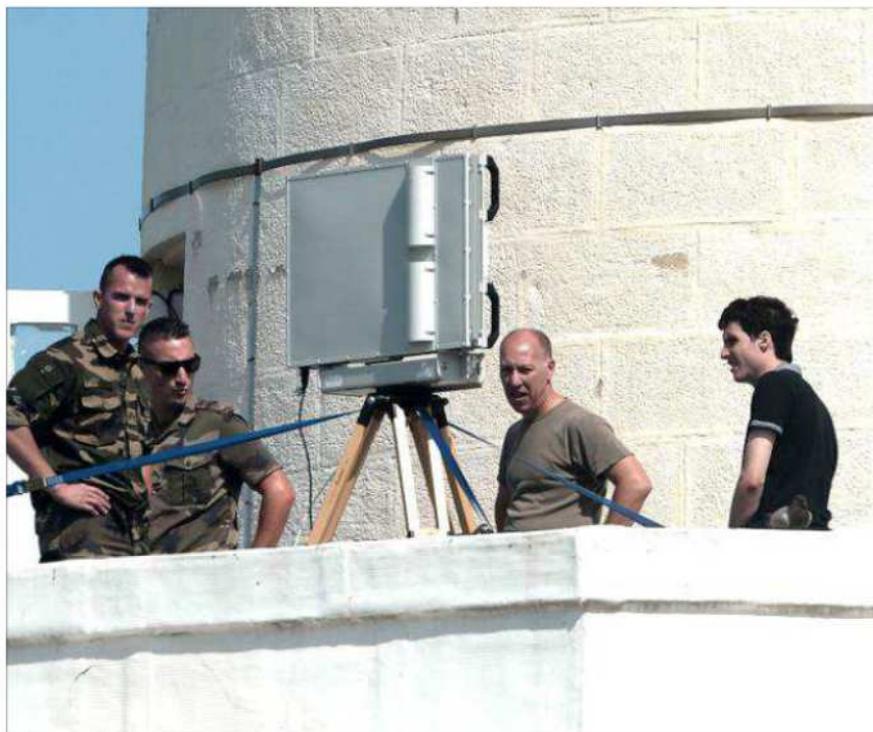
On se prépare à l'hypothèse de contre-manifestations, si elles sont violentes, nous les neutraliserons.

pes violents».

Les autorités de l'Etat n'ont pas précisé le nombre de forces de l'ordre mobilisées, alors qu'elles ont déjà été mises à rude épreuve par la longue crise des «gilets jaunes».

«Pas de dérives»

Mais Emmanuel Macron a souligné qu'il y en aurait «beaucoup», en appuyant sur le mot. «Il y en



Un dispositif de sécurité très lourd a été mis en place dans Biarritz alors que la ville accueillera du 24 au 26 août le sommet du G7 sur lequel pèsent plusieurs menaces émanant notamment de «groupes violents».

Photo AFP

aura à Biarritz, mais aussi à Anglet, à Bayonne et dans les villes et lieux sensibles où certains pourraient être incités ou conduits à mettre du désordre».

L'idée, a dit le chef de l'Etat, «est de pouvoir appréhender au plus tôt ceux qui s'apprêtent parfois à commettre le pire, surtout lorsqu'ils se sont équipés (pour la confrontation) et se sont donné rendez-vous».

«Nous ferons en sorte qu'il n'y ait pas de dérives, quelles qu'elles soient», a assuré le président. «Nous le devons aux habitants de Biarritz et du Pays basque».

De passage à Biarritz début juillet, le ministre de l'Intérieur Christo-

phe Castaner a lui aussi parlé un langage de fermeté: «On se prépare à l'hypothèse (de) contre-manifestations, si elles sont violentes, nous les neutraliserons».

A Biarritz où plus de 5.000 délégués, personnels techniques et journalistes sont attendus pour le sommet, deux périmètres ont été déterminés.

«Cercles concentriques»

La zone 1 (dite de sécurité renforcée) comprend tous les lieux de rencontre des délégations et sera interdite à la circulation des véhicules et aux piétons non accrédités. Surfeurs et baigneurs ne pour-

ront pas accéder à la Grande Plage, au-dessus de laquelle trône l'Hôtel du Palais où aura lieu la rencontre des leaders des sept grands pays.

Dans la zone 2 (dite de protection), les automobilistes seront tolérés à condition d'avoir obtenu un macaron et les piétons devront présenter un badge.

«Ensuite, il y aura des cercles concentriques où le degré de sécurité est fort mais où les contraintes se relâchent», a expliqué Emmanuel Macron.

En sus, l'aéroport et la gare de Biarritz resteront fermés le temps du sommet, comme la gare de Bayonne. Aucun engin ne pourra

Un «contre-sommet» prévu

Quelque 80 organisations et associations locales et internationales vont tenir un «contre-sommet» du G7, marqué par une grande manifestation et des actions «d'occupation des places publiques». A quelques kilomètres au sud de Biarritz où se réuniront les leaders des pays les plus riches du monde du 24 au 26 août, le «sommet des alternatives» se tiendra à cheval sur la frontière franco-espagnole, à Hendaye (France) et Irun (Espagne). Dès le 19 août, les anti-G7 prendront leurs quartiers à Urrugne, commune voisine d'Hendaye, puis conférences et ateliers, à Irun et Hendaye, se tiendront du 21 au 23 août. 12.000 personnes sont attendues. Le 24, premier jour du sommet, les anti-G7 prévoient une grande manifestation à Hendaye. Et le lendemain, ils entendent mener des actions d'occupation des places publiques autour de Biarritz, ville inaccessible car transformée en camp retranché avec une «mobilisation exceptionnelle» des forces de l'ordre, selon les autorités. Ces anti-G7 regroupent deux plateformes: G7 Ez (Non au G7, en langue basque), implantée des deux côtés de la frontière, et Alternatives G7, qui réunit des organisations d'envergure nationale et internationale.

survoler la ville et des moyens anti-drones seront déployés.

Le préfet des Pyrénées-Atlantiques Eric Spitz a précisé qu'aucune manifestation ne serait autorisée dans les trois villes du «BAB», Bayonne-Anglet-Biarritz. «Le Pays basque est suffisamment grand» pour manifester ailleurs, a-t-il dit.

HK: week-end crucial pour les manifestants

Alors que Hong Kong vit sa pire crise politique depuis 1997, les pro-démocrates s'appêtent à vivre un week-end sous haute tension. Le régime de Pékin laisse toujours planer le spectre d'une intervention.

Le mouvement pro-démocratie hongkongais aborde un week-end crucial pour sa crédibilité, au cours duquel il va à nouveau tenter de rassembler les foules après avoir été critiqué pour les violences survenues mardi à l'aéroport, sur fond de menace d'intervention chinoise. L'ex-colonie britannique vit depuis début juin sa pire crise politique depuis sa rétrocession à la Chine en 1997, avec des manifestations quasi quotidiennes. Il s'agit du plus grand défi posé à la souveraineté de Pékin sur sa région semi-autonome et le gouver-



Le mouvement pro-démocratie hongkongais va jouer sa crédibilité ce week-end en tentant de nouveau de rassembler les foules. Photo AFP

”
L'incident à Hong Kong ne sera pas une répétition de l'événement politique du 4 juin en 1989.

nement central a musclé son discours, assimilant au «terrorisme» les actions les plus violentes du mouvement.

Pas de nouveau Tiananmen

Les médias publics chinois ont diffusé des images de militaires et de blindés massés à Shenzhen, ville voisine de Hong Kong. Washington a mis en garde la Chine contre une intervention qui, aux yeux des experts, serait pour Pé-

kin désastreuse en termes d'image ou de conséquences économiques.

Le quotidien nationaliste anglophone *Global Times* a assuré vendredi qu'une éventuelle intervention armée à Hong Kong ne serait pas une répétition du carnage commis en juin 1989 à Tiananmen par les militaires.

«L'incident à Hong Kong ne sera pas une répétition de l'événement politique du 4 juin en 1989», indique le journal dans

une allusion inhabituelle à la répression de Tiananmen, sujet tabou dans le pays.

Née en juin du refus d'un projet de loi controversé autorisant les extraditions vers la Chine, la mobilisation a depuis élargi ses revendications pour demander notamment l'avènement d'un véritable suffrage universel, sur fond de crainte d'une ingérence grandissante de Pékin.

Le mouvement a donné lieu à des manifestations monstres pacifi-

ques mais aussi à des rassemblements qui ont dégénéré en affrontements de plus en plus violents entre radicaux et forces de l'ordre. Après être resté silencieux pendant des semaines, ce qui lui a valu d'être accusé d'être bienveillant envers le régime chinois, le président américain Donald Trump a commencé cette semaine à se dire inquiet de la tournure des événements dans l'ex-colonie britannique, sur fond de guerre commerciale avec Pékin.

Une banderole pour la paix déployée par un Français

Le «Spiderman» français Alain Robert a escaladé hier matin un gratte-ciel de Hong Kong avant d'y déployer une «banderole de la paix» (Photo AFP), au moment où l'ex-colonie britannique vit sa pire crise politique avec des manifestations



quasi quotidiennes pour réclamer plus de démocratie. Le grimpeur de 57 ans, qui s'est spécialisé dans l'escalade d'immeubles, a gravi les 68 étages du Cheung Kong Center, dans le quartier financier de Central, alors que le temps était chaud et humide. Lors de cette ascension, il a déployé une banderole figurant les drapeaux chinois et hongkongais réunis, ainsi qu'une poignée de mains. Avant de commencer à escalader le bâtiment, il a expliqué que cette action était «un appel urgent à des consultations entre les Hongkongais et leur gouvernement».



Dimanche	Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
	18° 25°	17° 26°	16° 26°	16° 27°
Lundi	14° 23°	13° 24°	12° 24°	11° 24°
Mardi	13° 23°	13° 24°	12° 24°	12° 24°
Mercredi	12° 24°	12° 25°	11° 25°	11° 24°
Jeudi	13° 24°	13° 25°	11° 25°	11° 25°
Vendredi	13° 29°	12° 26°	11° 25°	11° 25°

Un dégradé nuageux



Les radars reviennent en toute discrétion



Remplacer un radar fixe revient au minimum à 60 000 euros.

PHOTO ARCHIVES DAVID LE DECOIC / SUD OUEST



ROUTES L'État profite de l'été pour remplacer les appareils détruits et déployer les nouveaux radars tourelles. Mais sans vraiment le dire de peur d'attiser des braises mal éteintes

Dossier réalisé

par Dominique Richard

d.richard@sudouest.fr

Les consignes données depuis plusieurs mois par le ministère de l'Intérieur aux préfets ne varient pas d'un iota. Pas un mot, pas un chiffre sur l'état du parc des radars, pas une information sur l'avancée des remises en service qui s'effectuent progressivement. Comme s'il fallait chasser le sujet de l'actualité de peur qu'il ne suscite à nouveau des vocations dans un pays devenu hautement inflammable. L'accalmie observée reste des plus fragiles. Les actes de vandalisme n'ont pas totalement cessé. À Preixan, dans l'Aude, à peine sorti de terre, le tout nouveau radar tourelle (lire ci-dessous), qui flashe à 4 mètres de hauteur, s'est ainsi retrouvé à l'horizontale, scié à sa base par une disqueuse. Un autre a été incendié la veille du 15 août en Savoie.

La grande casse

Depuis qu'ils ont fait leur apparition sur les talus, les radars ont toujours été des cibles privilégiées. Hormis, la flambée de colère des bonnets rouges bretons qui en avaient neutralisé près de 200 en 2012, les dégradations n'avaient jamais revêtu une grande ampleur. L'instauration il y a un an des 80 km/h sur les routes sans séparateur central et la grande marée des gilets jaunes ont allumé une mèche que les pouvoirs publics peinent à éteindre.

Fin 2018, selon les pointages de la délégation à la Sécurité routière, un

quart des radars était déjà hors service. Quelques mois plus tard, les trois quarts d'entre eux étaient aux abonnés absents, vandalisés ou détruits. Sur les 3 200 radars fixes disséminés dans l'Hexagone, 1 000 ont été dynamités, incendiés ou fracassés à coups de masse. Dans certains départements, la rage a pris des allures de tsunami. Comme dans le Gers et en Lot-et-Garonne où 17 des 27 appareils déployés sont partis au tapis.

Depuis leur apparition sur les talus, les radars ont toujours été des cibles privilégiées

Dans les Landes ou en Dordogne, les radars ont été le plus souvent emmitouflés dans des sacs-poubelles ou recouverts de peinture. Des dégradations légères qui ont permis aux sociétés chargées de leur

maintenance de les réactiver rapidement. Au début de l'été, les radars des autoroutes et des grandes nationales, beaucoup moins visés, flashaient à nouveau à tire-larigot. La situation reste plus délicate sur les départementales ou sur des axes ruraux, comme la nationale 134 entre Oloron et Pau (64) où il n'y a plus de contrôle de vitesse, les casseurs ayant fait carton plein.

La facture des réparations s'annonce salée. Plusieurs dizaines de millions d'euros, peut-être davantage. Si effacer un tag ou changer une vitre coûte entre 500 et 1 000 euros, remplacer un radar fixe

revient au minimum à 60 000 euros, et à beaucoup plus encore si on lui substitue le fameux radar tourelle, appelé à supplanter progressivement les vieux appareils. Sa mise en place sera financée par le montant des amendes, aujourd'hui en forte baisse.

Avant la crise des gilets jaunes, les radars ramenaient des recettes sans cesse croissantes dans les caisses de l'État. Plus d'un milliard d'euros en 2017, dont une partie servait à de tout autres fins que l'amélioration de sécurité routière ou les infrastructures de transport. Elles sont en chute libre. Le budget 2019 a entériné un recul de près de 400 millions d'euros, auquel s'ajoutera le coût des réparations et des nouveaux matériels.

Débat sur la sécurité

Au début de l'année, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, assurait qu'il y avait « un lien direct » entre ce vandalisme et l'augmentation du nombre de tués sur les routes. Un propos repris, il y a quelques jours, par Éric Spitz, le préfet des Pyrénées-Atlantiques, département où 11 personnes ont trouvé la mort entre le 2 et le 22 juillet, notamment après des pertes de contrôle. « Entre le moment de la destruction des radars et ces accidents, il s'est écoulé un certain temps. On récolte donc les fruits des modifications de comportement à long terme avec des conducteurs qui ont le sentiment de jouir à nouveau d'une certaine impunité. » Pourtant, au 1^{er} semestre 2019, en pleine déferlante gilets

jaunes, la mortalité routière a reculé de 0,6 % par rapport à la même période de l'année précédente qui avait enregistré les meilleurs résultats de tous les temps. Emmanuel Barbe, le délégué interministériel à la Sécurité routière y voit les effets de la limitation à 80 km/h. Mais pour nombre de Français, c'est bien

la preuve que les radars sont avant tout des « pompes à fric ». Un sentiment forgé à la lumière d'un double constat : plus de 50 % des contraventions concernent des dépassements de quelques km/h, alors que les lieux retenus pour le positionnement des appareils sont loin d'être tous accidentogènes.

Les radars tourelles pointent le bout du nez



Leur arrivée avait été annoncée en octobre 2015.

PHOTO XAVIER LÉOTY/« SUD OUEST »

Cette nouvelle génération de radars qui flashent en masse illustre l'avancée technologique prise par la France

Capable de suivre des dizaines de véhicules répartis sur plusieurs voies dans les deux sens de circulation, le radar tourelle relève les excès de vitesse dans un segment de 200 mètres situé de part et d'autre de sa caméra de 36 millions de pixels. L'appareil dit de nouvelle génération est souvent qualifié de « fléau » ou de « machine de guerre » sur certains sites Internet. D'autant qu'à l'inverse des éclairs de lumière de ses prédécesseurs, ses flashes infrarouges sont invisibles.

Leur arrivée avait été annoncée, en octobre 2015, lors d'un comité interministériel consacré à la Sécurité routière. Ils ont mis du temps à sortir du bois, freinés tout à la fois par des problèmes techniques, des pesanteurs administratives et surtout la fièvre jaune. À peine 100 appareils ont pu être positionnés sur les

400 initialement prévus cette année. Les nouveaux venus se repèrent assez facilement. Hors de portée des tageurs, la cabine qui abrite le système de surveillance est juchée sur un mat de 4 mètres de haut.

« Multifonctions »

En Nouvelle-Aquitaine, les deux premiers sont apparus l'an dernier à Mimizan, dans les Landes, et à Hoirac, sur la rocade de Bordeaux. Un temps sur le recul, les préfetures mettent désormais les bouchées doubles.

Ceux de Salles-sur-Mer et Ciré d'Aunis, en Charente-Maritime, ont surgi au mois de juin, celui de Bordes, en Béarn, à la fin du mois de juillet, ceux de Bergerac et Saint-Pierre-de-Chignac, en Dordogne, devraient être opérationnels dans quelques semaines, le premier ayant connu

quelques ratés à l'allumage.

« Pour l'heure, le radar tourelle est homologué pour le contrôle de vitesse et le franchissement feu rouge en agglomération, précise Thierry Monchatre, l'attaché de presse de la délégation à la Sécurité routière. Mais c'est un appareil évolutif et multifonctions qui pourra, à terme, caractériser d'autres infractions comme le non-respect des distances de sécurité, l'utilisation du téléphone au volant ou l'absence du port de la ceinture. »

Effet leurre

L'aspect révolutionnaire de l'appareil tient aussi à son effet leurre. Toutes les cabines ne seront pas équipées de radars, ces derniers étant déplacés d'une tourelle à l'autre au gré de rotations destinées à modifier le comportement des conduc-

teurs. Les vitres des cabines étant opaques, les automobilistes ne pourront jamais savoir si le dispositif est en sommeil ou s'il les tient à l'œil.

« Les conducteurs devront ainsi en permanence respecter les limitations de vitesse de manière continue sur toute une zone et non à un point précis comme c'est le cas actuellement », se félicite Thierry Monchatre. À peine installés, des radars tourelles ont déjà été abattus par des vandales. Ce nouveau matériel semble malgré tout être beaucoup moins vulnérable que ses devanciers. Fabriqué en Normandie par le groupe Idemia, il illustre l'avancée technologique prise par la France en matière de répression routière. Au point même qu'il a commencé à franchir les frontières de l'Hexagone.



Inventaire d'une sacrée panoplie

En 2019, une fois n'est pas coutume, le programme de la Sécurité routière ne consistait pas à développer le parc des radars. Composé de près de 4 700 appareils, celui-ci devait être avant tout modernisé et les matériels les moins performants partir à la casse. Mais c'était sans compter les gilets jaunes. Du fait du silence observé par les pouvoirs publics, nul ne sait aujourd'hui quelle est la proportion de radars hors service ni ce qu'il est advenu du programme projeté.

LES RADARS CLASSIQUES Au nombre de 2 000 en 2017, ces cabines sont vouées à la disparition. Les gilets jaunes ont vraisemblablement accéléré le processus. **LES RADARS TOURELLES** La grande nouveauté de l'année. 400 devaient être installés. On sera sans doute loin du compte. **LES RADARS DISCRIMINANTS** Ils flashent en fonction de la vitesse et

du gabarit du véhicule (voiture, poids lourd...). 200 nouvelles cabines devaient s'ajouter aux 400 existantes, toutes étant dotées du système double face qui permet de photographier l'avant et l'arrière du véhicule. Combien sont encore en état de marche ?

LES RADARS EMBARQUÉS Au nombre de 500, ils sont appelés à prospérer, leur exploitation étant progressivement confiée à des sociétés privées. Celles-ci s'apprentent à les déployer dans quatre régions de la moitié nord de la France. **LES RADARS TRONÇONS** Ils mesurent la vitesse moyenne entre deux points. Assez peu efficaces. Ils doivent être remplacés par des tourelles. **LES RADARS DE CHANTIER** Beaucoup de ces mitrailleuses à PV déplacées au fil des travaux routiers ont été détruites. Hyperefficaces à l'image de celles positionnées au sud des Landes et au Pays basque lors de l'élargissement de l'autoroute.

« Si nous brûlons, vous brûlez »

HONG KONG L'ex-colonie britannique vit une crise politique sans précédent. Les Hongkongais réclament plus de démocratie. Alors que les forces de l'ordre chinoises ne sont qu'à quelques kilomètres, d'autres manifestations sont prévues

« Si nous brûlons, vous brûlez avec nous. » Voilà ce qu'on dit au gouvernement central. Dans l'aéroport de Hong Kong, désormais emblématique de la crise, Kris et Kelly ne se laissent pas intimider par la démonstration de force de Pékin. « Même si nous avons peur, il faut faire le boulot : défendre nos libertés. Et si nous tombons, Hong Kong et son économie tomberont avec nous », martèlent les deux jeunes femmes, déterminées.

Le calme est revenu dans le hall international, investi par les jeunes manifestants en début de semaine. Du chaos de mardi, il ne reste que la forte présence policière, les accès aux guichets d'embarquement filtrés et des dizaines de militants. Parmi eux, Kris, 21 ans, cheveux verts et short gris, et Kelly, 23 ans, chemisier blanc à fleurs, debout avec une pancarte « Venez discuter ». « Les violences sont le fait du gouvernement qui reste sourd à nos demandes et de la police qui infiltre les manifestants », veulent-elles persuader les voyageurs qui s'arrêtent à leur niveau. Photos à l'appui, elles critiquent les méthodes musclées de la police et sa collusion, selon elles, avec les triades (la mafia locale), qui ont provoqué une véritable onde de choc dans la société. « Il nous faut rallier le plus de gens à notre cause », explique Kelly.

Si le président américain Donald Trump s'inquiète des mouvements en cours des forces de l'ordre chinoises à quelques kilomètres seu-

lement du territoire hongkongais, aux yeux des manifestants interrogés sur le terrain, le « bluff » de Pékin ne fait aucun doute. Et pour signifier que ni les sermones ni les manœuvres du régime communiste ne les impressionnent, de nombreuses autres manifestations ont par ailleurs été maintenues pour les jours à venir. « Nous avons peur d'être arrêtées ou surveillées, mais la situation est tellement catastrophique que nous continuons quand même à protester dans la rue, à utiliser ce droit que nous avons encore », résumait Kris et Kelly.

Jusqu'en 2047

Elles sont venues au monde dans une Hong Kong chinoise, après 1997 et plus de cent cinquante ans de colonisation britannique. Elles sont nées en sachant que la semi-autonomie de leur région, actée au moment de la rétrocession, prendrait sûrement fin en 2047. C'est jusqu'à cette date que court le principe « un pays, deux systèmes », selon lequel Hong Kong fait partie intégrante de la Chine mais conserve son système économique, social, législatif et judiciaire, et jouit de libertés inconnues dans le reste du pays.

Or, jamais la menace sur les spécificités de leur région n'a si lourdement pesé. Le projet que Hong Kong puisse extraditer des gens vers la Chine a mis le feu aux poudres en juin. Les Hongkongais ne décollèrent pas depuis : ils sont des dizaines de milliers à manifester chaque semaine, formant un impres-



Les jeunes manifestants hongkongais ont investi l'aéroport mardi. Le projet que Hong Kong puisse extraditer des gens vers la Chine avait mis le feu aux poudres en juin. PHOTO GONZALES PHOTOMAXPPP

sionnant mouvement sans leader.

Pékin vient toutefois de hausser le ton et d'assimiler des manifestants hongkongais à des « terroristes », diffusant dans le même temps des images de blindés roulant vers Shenzhen, ville limitrophe, en vue d'exercices à grandes échelles. Le message est clair : la répression n'est pas exclue.

Des manifestants discrédités

« En cas d'intervention, les officiels du parti communiste chinois paieront le prix fort. Ils ont tellement d'intérêts et d'investissements à Hong Kong qu'ils auraient beaucoup plus à perdre que les Hongkongais », veut croire Kris. Les appa-

reils de propagande chinois multiplient par ailleurs les messages patriotiques et de quoi discréditer les manifestants. « Pas mal de Chinois ont eu vent des troubles ici et ceux qui sont venus nous parler aujourd'hui pensaient trouver un aéroport en état de siège, des indépendantistes partout, de la violence », s'amuse Kelly, qui rappelle que la majorité des opposants hongkongais au régime central sont pacifistes.

Kris, de son côté, discute avec une Chinoise du continent qui ne comprend pas la révolte des Hongkongais. « Vous avez vos lois à vous, un système différent du reste du pays, vous avez le droit de manifes-

ter, vous avez un système de santé efficace, alors que voulez-vous de plus ? », répète-t-elle. « On veut le suffrage universel et ne pas avoir un chef de l'exécutif nommé par Pékin », glisse en aparté une autre manifestante. « Mais ça, on ne peut pas le dire à cette Chinoise, les questions démocratiques sont au-dessus de son entendement... »

Anne-Sophie Labadie, à Hong Kong

SUD OUEST.fr
Hong Kong : les ingénieuses techniques des manifestants face à la police

L'eau radioactive de Fukushima relâchée dans l'océan ?

JAPON Selon l'exploitant de la centrale dévastée, il n'y aura plus de solution de stockage d'ici trois ans

Révélee par nos confrères de RFI, l'affaire suscite un certain émoi en Corée du Sud, pourtant peu exposée – le pays fait face à la côte sud-ouest du Japon, à l'opposé : l'eau contaminée par les débris de la centrale nucléaire de Fukushima pourrait être relarguée dans l'océan à partir de 2022. C'est l'issue la plus praticable d'un énorme problème de stockage que rencontre Tepco, l'exploitant du site dévasté par le séisme et le tsunami du 11 mars 2011, au nord-est de la côte pacifique du Japon.

L'eau est à la fois le meilleur allié et le meilleur ennemi de Tepco. Elle est déversée par millions de mètres cubes depuis huit ans dans les cuves d'acier des réacteurs n° 1, 2 et 3. Leurs cœurs, constitués des barres de combustible, sont entrés en fusion, ce qui a percé les cuves et pro-

voqué l'écoulement d'au moins une partie de la matière hautement radioactive dans les sous-basements des bâtiments. La source d'eau froide permet de maintenir les cuves à une température « généralement inférieure à 30°C », selon un point de situation publié par l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), en mars dernier.

Plus d'un million de tonnes

« Du fait de l'inétanchéité des cuves et des enceintes de confinement, l'eau injectée s'écoule dans les sous-sols où elle se mélange aux infiltrations d'eaux souterraines », résumaient les experts français, il y a six mois. Cette eau est récupérée pour être partiellement décontaminée. De gros volumes sont réutilisés. Mais depuis huit ans, le niveau

monte. La barre du million de tonnes d'eau stockée sur place est d'ores et déjà franchie.

Cette eau polluée par les radionucléides dort dans d'énormes réservoirs cylindriques qui s'entassent les uns à côté des autres. Un millier d'entre eux, hauts de 11 mètres, avaient déjà été aménagés sur le site à l'été 2013. Les capacités de stockage ne sont pas infinies. Tepco a annoncé, le 9 août, qu'il ne serait pas possible d'aller au-delà d'1,37 million de tonnes d'eau entreposée. Au rythme envisagé, ce volume serait atteint dans trois ans, à l'été 2022.

Pari sur la dilution en mer

L'option privilégiée par les experts consisterait à relâcher de manière contrôlée ces volumes d'eau dans le Pacifique, en pariant sur la formi-

dable capacité de dilution du milieu marin. La radioactivité serait dispersée par les courants. Reste à savoir si elle ne risquerait pas de se retrouver piégée dans les sédiments et les organismes aquatiques. Et de finir dans l'assiette des consommateurs de produits de la mer. Cette solution va rencontrer la ferme opposition d'une partie de la société japonaise et des pêcheurs du cru.

Ce problème dans le problème illustre le casse-tête que représente encore Fukushima. Huit ans après le tsunami, on ne dispose toujours pas de la solution technique idoine pour aller chercher le corium, le combustible nucléaire fondu qui a percé les cuves des réacteurs et s'est mélangé à l'acier et au béton. On évoque des dizaines d'années pour un démantèlement complet des



L'eau déversée dans les cuves des réacteurs permet de maintenir leur température. AFP

installations et une facture de l'ordre de 180 milliards d'euros. Jean-Denis Renard

Le coût de la vie étudiante augmente

ÉDUCATION Étudier en France coûtera plus cher l'année prochaine, en particulier à Bordeaux

Augmentation des loyers, restauration universitaire plus onéreuse, explosion des frais pour les étudiants étrangers : faire ses études en France devient de plus en plus cher, a estimé le syndicat étudiant Unef dans une enquête publiée, hier.

Dans le détail, le loyer moyen, qui représente 69 % du budget mensuel d'un étudiant, passe de 458 euros par mois à 471 euros (+2,97 %) avec des disparités selon les villes. L'augmentation est la plus forte à Bordeaux (+11 %) et dépasse légèrement les 5 % à Paris. Concernant les transports, neuf villes universitaires connaissent des augmentations de tarifs annuels au-dessus de la moyenne nationale, qui est de 259 euros pour les boursiers et 270 euros pour les non-boursiers.

Dix villes cumulent hausse des loyers et des transports : Bordeaux, Rennes, Lille, Reims, Mulhouse, Saint-Etienne, Nantes, Besançon, Lyon et Nancy. L'Unef met également l'accent sur l'augmentation du prix de la restauration universitaire (+1,54 %) et plus particulièrement le prix des cafétérias, de 8,17 % au niveau national.

Catégories les plus fragiles

Pour la première fois, l'Unef s'est intéressée cette année à la différence du coût de la vie entre étudiants et étudiantes. Achat de protections périodiques, impact de la « taxe rose » (des prix plus élevés pour des produits étiquetés « féminins ») : le



Dix villes cumulent hausse des loyers et des transports.

PHOTO ARCHIVES EMILIE DROUINAUD/LESO

panier de dépenses coûte 530 euros de plus par an pour les étudiantes, les plongeant « dans une précarité encore plus importante ».

Le syndicat étudiant alerte également sur la situation des étudiants étrangers. À la rentrée, les frais d'inscription augmenteront en moyenne de 1 500 € pour les étudiants étrangers non-européens. Si plusieurs universités ont fait savoir qu'elles n'appliqueraient pas cette mesure gouvernementale, l'Unef estime que ce sont « des dizaines de milliers d'étudiants étrangers qui vont être concernés ».

Face à cette augmentation du coût de la vie étudiante, l'Unef préconise « un plan d'urgence de refonte des aides sociales pour répondre à la précarité » avec notamment « une revalorisation de 20 % des bourses », un accompagnement social des étudiants étrangers ou encore une augmentation du budget des Crous.

Les résidences secondaires



Des maisons de vacances implantées le long du littoral

L'Insee a recensé plus de 300 000 résidences secondaires dans le Sud-Ouest. Les deux tiers d'entre elles sont des maisons, mais les appartements sont prépondérants sur la Côte basque.

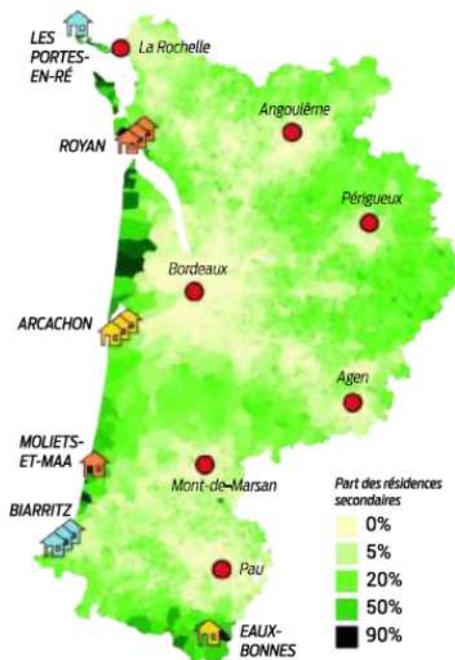
TOP3 DES VILLES...

... ayant le plus fort taux de résidences secondaires

- EAUX-BONNES (64)**
91 % dont 510 maisons et 1 480 appartements
- LES PORTES-EN-RÉ (17)**
81 % dont 1 606 maisons et 2 appartements
- MOLIETS-ET-MAA (40)**
81 % dont 1 169 maisons et 1 532 appartements

... ayant le plus grand nombre de résidences secondaires

- ARCACHON (33)**
10 682 (3 172 maisons, 7 490 appartements)
- BIARRITZ (64)**
10 675 (1 272 maisons, 9 383 appartements)
- ROYAN (17)**
8 679 (3 801 maisons, 4 877 appartements)



Dans les artères de l'usine Verallia

CHÂTEAUBERNARD Des visites du site de production de bouteilles sont proposées chaque mardi avec l'Office du tourisme de Cognac

C'est un monstre qui ne s'arrête jamais. Nuit et jour, l'usine verrière de Verallia, à Châteaubernard, dévore la silice pour pondre près de deux millions de bouteilles par 24 heures, 650 millions de cols par an. Un ballet technologique toujours impressionnant pour ceux qui ont l'occasion de venir le voir de près. Interrompues pendant un temps, les visites proposées avec l'office de tourisme de Cognac ont repris au cours du mois d'août. Elles sont proposées chaque mardi, de 14 heures à 16 h 30.

Attention, nous sommes ici dans un site industriel. Les conditions de sécurité sont particulièrement strictes. Leader mondial de l'emballage du verre, Verallia se montre logiquement très pointilleux sur les conditions d'accueil. La liste des visiteurs doit être communiquée 48 heures à l'avance. Les groupes sont limités à un maximum de 12 personnes, âgés d'au moins 14 ans.

Avec cette jauge, les groupes sont vite complets. Pour le mois d'août, c'est déjà complet. L'offre se poursuit en septembre (au moins), sauf à la date du 17 septembre. Il faut donc anticiper. À noter que la visite n'est pas accessible aux personnes à mobilité réduite, souffrant de la chaleur, de



Un groupe de visiteurs dans une cabine de contrôle surveillant une machine qui moule les bouteilles. PHOTO ARCHIVES PHLM.

problèmes cardiaques, d'asthme, ainsi qu'aux femmes enceintes au-delà de cinq mois de grossesse. Côté vestimentaire, il faut porter des chaussures fermées et un vêtement couvrant les jambes.

Spectaculaire transformation

Le parcours longe les chaînes de fabrication. On assiste à la transformation spectaculaire de la pâte en fusion à 1 200 degrés en bouteille en verre. Le site a connu jusqu'à 1 500 salariés, ils sont beaucoup moins nombreux aujourd'hui. Verallia, anciennement

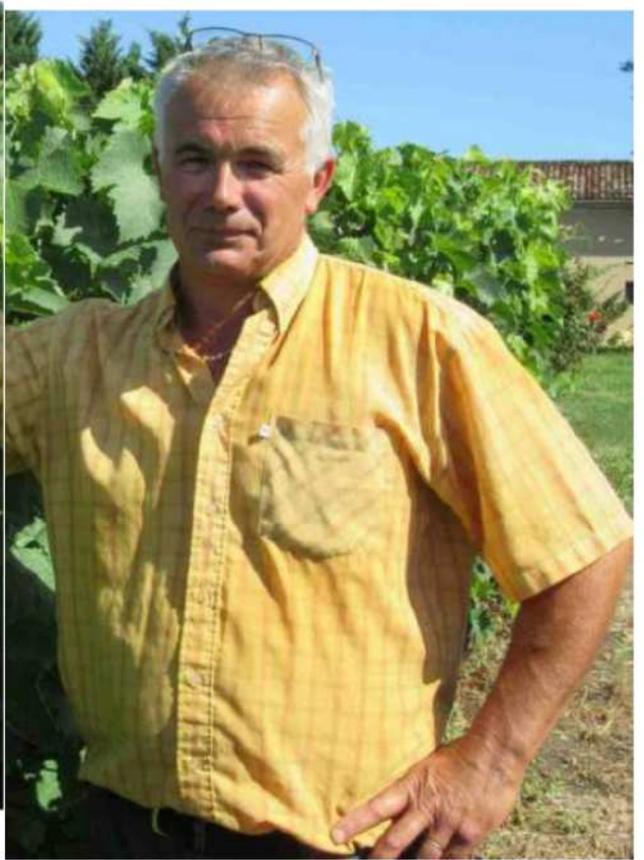
Saint-Gobain, flanqué de ses trois immenses tours, reste un monument du patrimoine industriel qui vaut le détour. Il est interdit de prendre des photos, à l'intérieur comme à l'extérieur. On peut donc pleinement se concentrer sur le récit de la visite et apprendre beaucoup de choses !

Philippe Ménard

Visite de l'usine Verallia, chaque mardi, de 14 à 16 h 30. Tarif, 8 €.

Renseignements et inscriptions à l'office du tourisme de Cognac, 16, rue du 14-Juillet. Tél. 05 45 82 10 71.

La grêle a traumatisé leurs vignes



En haut, Jean-Christophe Baraud en avril dans ses vignes hachées menues. Ci-dessus, une repousse « fofolle » sur un cep touché. À droite, François Bardet. PHOTOS: SARAZIN ET V. FUSCAU

VITICULTURE Les intempéries ont des conséquences à long terme. Reportage dans le Sud-Charente et en Haute Saintonge, frappés le 25 avril dernier

Victor Fuseau
jonzac@sudouest.fr

Il n'est jamais bon de se fier aux apparences. Au premier coup d'œil, les vignes de Jean-Christophe Baraud, viticulteur à Vallet, près de Montendre, se portent bien. Mais derrière l'abondant feuillage qui les gamit, les fruits se font rares. « Elles devraient être gorgées de raisin à cette période de l'année », lâche le producteur, impuissant face aux caprices de la nature.

Le 25 avril dernier, un orage de grêle né dans le Nord-Gironde a frappé la Haute Saintonge et le Sud-Charente. La perturbation, qui a perdu en intensité en remontant vers Angoulême, a fait de nombreux dégâts dans les secteurs de Montendre (17) et de Baignes (16). Selon le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC), 2 000 hectares de vignes ont été frappés.

Année de vaches maigres

Où en est la vigne quatre mois après le déluge ? D'après l'expertise de son assureur, vingt des vingt-huit hectares de vignes exploités par Jean-Christophe Baraud ont été touchés, entre 75 et 98 %. De l'autre côté de la frontière départementale, à Baignes (16), c'est l'intégralité de l'exploitation de Laurent Verdier qui a été frappée. Dans la même commune, seuls deux des vingt hectares de vignes choyées par François Bardet sont passés entre les grêlons.

Intervenue après la période de débourrement, l'ondée orageuse a ruiné les raisins déjà formés. La nature a timidement repris ses

droits. Des fruits sont ressortis mais la cuvée 2019 a tout d'une année de vaches maigres. « Sur mes pieds, il doit manquer 75 % de grappes en moyenne », juge Laurent Verdier. « Cette année sera blanche, pose son homologue charentais, François Bardet. Il me reste 10 % de ma récolte initiale. C'est la première fois que ça m'arrive en trente ans, je ne suis pas à plaindre. » Il n'a pas l'intention de s'assurer pour l'instant. Seul Jean-Christophe Baraud a fait le choix

de prendre une assurance, une stratégie soutenue par le syndicat viticole UGVC.

« Sur mes pieds, il doit manquer 75 % de grappes en moyenne »
Laurent Verdier, viticulteur à Baignes

Les raisins vont être bientôt vendangés et ces estimations seront alors à revoir. Quand la grêle s'abat, la vigne entre en période de stress et le processus de maturation du fruit marque un temps d'arrêt. La véraison des merlots de Jean-Christophe Baraud se fait à deux vitesses. « Cela complique fortement la façon dont on va mener nos ven-

danges, explique-t-il. On va attendre que les fruits mûrissent mais d'autres plus en avance vont pourrir. »

La cuvée 2020 impactée

Surtout, les trois viticulteurs s'inquiètent de la repousse des bois fracassés par la grêle. « La vigne est fofolle », déplore François Bardet, à Baignes. Leur croissance anarchi-

que risque de complexifier les tailles à venir. « Cette étape nous prendra plus de temps que d'habitude, ce qui fait augmenter les coûts de production », fait remarquer son confrère de Charente-Maritime.

C'est aussi le constat tiré par le BNIC dans une note publiée l'an dernier et relative aux conséquences de tels épisodes climatiques.

Ce document renseigne également sur « la qualité des bois » touchés par la grêle, sans doute « insuffisante pour garantir une production normale » l'année consécutive à un traumatisme.

« L'hiver prochain, on taillera des bois fructifères, c'est-à-dire ceux qui ont été riches en fruits cet été. Les bois étant plus nombreux du fait de la repousse, il sera difficile

de déterminer ceux qui devront être taillés. En plus, les bois de taille seront moins porteurs en fruits comme ils ont été impactés par la grêle », résume François Bardet. « Nous sommes dans le flou total, il faut juste espérer que de tels événements climatiques ne se reproduisent pas trop souvent. »

Cela ne semble malheureusement pas dans l'air du temps.

L'enjeu du rendement en ligne de mire

PRODUCTION L'état du vignoble apparaît globalement plutôt bon mais le nombre de grappes est décevant. Le quota autorisé pourrait être revu à la hausse

Comment va le vignoble charentais ? Plutôt bien, même si le chemin avant les vendanges est encore long. Les attaques de la grêle ont fait des dégâts ciblés, beaucoup moins étendus qu'en 2018. Le gel aurait affecté la production sur environ 15 % du vignoble, indiquait la station viticole du Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC) dans un communiqué le 22 juillet.

Depuis, la vigne a traversé de fortes chaleurs. À première vue, il n'y aurait pas d'incidences majeures. « Il y a eu un peu d'échaudage. Avec la sécheresse, la vigne est un peu stressée. On a des pointes de pourriture mais c'est très faible », rapporte Christophe Véral, président de l'Union générale des viticulteurs de l'AOC cognac.

Dans l'ensemble, le vignoble

semble plutôt en bon état, épargné par les parasites. Mais le nombre de grappes apparaît inférieur à la moyenne. Il correspond selon le BNIC à un potentiel de rendement d'environ 100 hectolitres par hectare, avec une incertitude de plus ou moins 15 hectolitres.

Nouveau calcul fin août

Si la tendance se confirme, la viticulture aura du mal à atteindre le « besoin de production » calculé par l'interprofession en mai dernier. Il s'élève à 922 411 hectolitres d'alcool pur pour la récolte 2019, pour un rendement annuel temporaire fixé à hauteur de 11,77 hl AP/ha. La viticulture et le négoce doivent se retrouver fin août pour passer à la moulinette les derniers paramètres. « Le rendement devrait certainement bouger », prédit Christophe Véral.

L'an dernier, le quota avait été poussé à un seuil de 14,64 hl AP/ha, le 28 août, juste avant les vendanges.

Ce montant record prenait en compte une production hétérogène, l'abondance chez les uns colmatant les hectares moins généreux. Pour Christophe Véral, la question du rendement est un « faux débat ». L'important, pour le dirigeant viticole, est de se mettre en capacité de répondre aux besoins du négoce. « Sinon, ce sont des eaux-de-vie en moins sur les marchés et des achats en moins à la viticulture. »

Un appel au négoce

En contrepartie, Christophe Véral se dit « vigilant sur l'accompagnement du négoce. Je demande que les prix d'achat des eaux-de-vie



Les vignes sont saines mais les grappes moins grosses. L. DEQUIER

soient donnés avant que ne commencent les vendanges. La récolte devrait intervenir fin septembre cette année. L'UGVC professe un autre conseil, « ne pas faire la course à l'hectolitre d'alcool pur, en attendant trop longtemps. Il faut privilégier la qualité. »

Dans la durée, Christophe Véral est conscient que la filière ne doit pas dépendre de trop hauts rendements. Cette stratégie paraît incompatible avec sa volonté affichée de réduire son recours aux produits phytosanitaires.

Philippe Ménard

GENSAC-LA-PALLUE

La RD 49 fermée la nuit à partir du 19 août



Dans le cadre de l'entretien de son réseau routier, le Département réalise sur la RD 49, à partir du lundi 19 août, des travaux d'enrobés à Gensac-la-Pallue. Ce chantier sera effectué, de 20 h à 6 h, les nuits du 19 au 20, du 20 au 21, du 21 au 22 et si besoin du 22 au 23 août, par la Société Eurovia. Le temps des travaux, la route sera fermée. Des déviations et des restrictions de circulations seront mises en place. ARCHIVES « SUD OUEST »

L'agression se mue en homicide

SAINT-CYBARDEAUX

La sexagénaire frappée à coups de machette lundi est décédée hier matin. Une information judiciaire va être ouverte

Sophie Gautron avait 62 ans. Cette habitante de Saint-Cybardeaux, près de Rouillac, est décédée ce vendredi matin au CHU de Poitiers. Elle y avait été héliportée lundi en fin d'après-midi dans un état critique. La sexagénaire avait reçu plusieurs coups de machette, qui lui avaient notamment provoqué une fracture du crâne.

C'est la compagnie de gendarmerie de Cognac qui est chargée d'enquêter sur cet événement d'une extrême violence. Les faits ont eu lieu vers 13 h 30, lundi, dans un hameau paisible, Bois-Raymond. Sophie Gautron et son fils, Vincent Pineaud, 37 ans, y vivent depuis plus d'une dizaine d'années, un peu en marge, sans entretenir de relations avec leurs voisins.

Elle ne reconnaît pas les faits

Que s'est-il passé derrière les hauts murs de cette ferme typiquement charentaise ? Lundi, les deux habitants ont reçu la visite de Cassandra, une jeune femme



L'altercation s'est déroulée dans cette habitation lundi. PHOTOFLM

âgée de 27 ans, basée en Charente. Une altercation aurait éclaté à l'intérieur de la maison. Cassandra a frappé plusieurs fois Sophie Gautron et son fils avec une machette. Celui-ci a notamment été blessé aux mains. Il a répliqué avec une arme de faible calibre qui a blessé la visiteuse à une jambe et aux pieds.

La jeune femme a réussi à repartir à pied, rejoignant la départementale en contrebas du hameau pour rentrer en auto-stop à Angoulême. Elle s'est présentée à la clinique Saint-Joseph, où elle a été cueillie par la police. Toujours blessée, elle a été transportée à Girac. C'est là que sa mise en garde à

vue lui a été signifiée, jeudi matin, et qu'elle a été entendue. Selon le parquet, Cassandra admettrait sa présence sur les lieux mais nierait être l'auteur des faits.

Le juge d'instruction et le juge des détentions et libertés se rendront sur place ce samedi matin. Le décès de Sophie Gautron modifie la qualification des faits. Ce matin, une information judiciaire pour homicide va être ouverte, ainsi que pour tentative d'homicide envers Vincent Pineaud. Hospitalisé, celui-ci était sorti mardi soir. Il a été placé en garde à vue puis relâché dans la journée de mercredi, sans être poursuivi.

Philippe Ménard

Profession chasseur de frelons asiatiques

Depuis que les pompiers ont établi des règles d'intervention dans le domaine de la lutte contre les frelons asiatiques (lieux publics uniquement), les particuliers sont souvent embarrassés à l'heure de chasser ces bestioles indésirables. Menace pour la pollinisation et pour l'ensemble de l'écosystème, les frelons asiatiques sont particulièrement redoutés des apiculteurs en tant que gros consommateurs d'abeilles. Il est difficile pour les non-initiés d'intervenir dans la destruction de ces insectes dont les nids sont le plus souvent situés à des hauteurs qui s'échelonnent entre 50 centimètres et 30 mètres. Si les nids situés à moins de huit mètres (nids primaires) sont relativement accessibles à des spécialistes équipés, les nids secondaires, installés entre huit et 30 mètres nécessitent un véritable matériel de professionnel.

Jusqu'à 30 mètres de haut

Depuis le début du mois d'août, Cédric Gourdon, installé au 542, rue de l'Eau Vive, au Temple à Rouillac, se présente comme un professionnel de la dératisation, désinfection

et désinsectisation. Ce quadragénaire, qui peut se prévaloir d'une expérience de vingt-cinq ans dans une entreprise de nettoyage industriel, s'est fait une spécialité de la destruction des nids de frelons, avec un matériel high-tech. « J'utilise pour les nids - à hauteur d'homme - un pulvérisateur avec des produits biocides agréés par le ministère de la transition écologique et solidaire. Pour les nids placés plus haut (jusqu'à dix mètres) un système perche avec une canne télescopique. Au-delà, et jusqu'à 30 mètres, j'ai investi dans un matériel plus sophistiqué du type pistolet paintball que j'installe sur un trépied mobile pour plus de précision », explique Cédric Gourdon.

Il souligne que ses prestations sont proposées à un prix forfaitaire de 80 euros HT pour les plus simples et sont prises en charge (en grande partie) par les mairies.

Gérard Guidier

Le chasseur de frelons asiatiques du Rouillacais intervient à la demande, sur quasiment l'ensemble du département. Renseignements par téléphone au 06 19 73 52 72.



Cédric Gourdon est équipé d'un matériel high-tech, pour détruire les nids de frelons, haut perchés. PHOTO G.G.